

10
juin
1992

Arrêté relatif aux contributions pour des prestations de caractère écologique dans l'agriculture

Etat au
24 mai 2006

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, du 1^{er} juillet 1966¹⁾;

vu la loi instituant un fonds cantonal pour la promotion de l'environnement naturel, du 11 février 1992²⁾;

vu l'arrêté d'exécution de la loi instituant le fonds cantonal pour la promotion de l'environnement naturel, du 10 juin 1992;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du département de l'Agriculture,
arrête:

But

Article premier Le présent arrêté a pour but d'encourager, par des contributions annuelles, une exploitation agricole des terrains secs et des prés à litières qui leur conservent leur valeur écologique.

Champ
d'application

Art. 2 Sont concernés:

a) tous les exploitants qui s'engagent volontairement par voie contractuelle à exploiter tout ou partie de leur bien-fonds de manière appropriée;

b) toutes les terres agricoles sur terrain sec et les prés à litières du canton, où croissent des plantes dignes d'être protégées.

Convention
d'exploitation

Art. 3³⁾ ¹Les contributions sont fixées dans une convention d'exploitation conclue entre le Département de la gestion du territoire (ci-après: le département) et l'exploitant.

²La convention précise notamment la localisation, la surface, la nature de l'objet à protéger, ainsi que les conditions d'exploitation.

Surface minimale

Art. 4 La surface minimale pour une convention d'exploitation est de cinq ares.

Durée

Art. 5 ¹Les parties s'engagent pour une durée minimale de six ans.

²Elles peuvent convenir que, sauf dénonciation signifiée six mois à l'avance, la convention est prolongée tacitement pour une nouvelle durée de six ans.

RLN XVI 430

¹⁾ RS 451

²⁾ RSN 461.03

³⁾ Teneur selon A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39)

| | |
|---|---|
| Montant maximal | <p>Art. 6 ¹Le montant maximal de la contribution annuelle s'élève, par hectare, à 1200 francs pour les biens-fonds isolés et à 1500 francs pour les biens-fonds en contact avec:</p> <p>a) l'un des biotopes mentionnés dans le décret concernant la protection de biotopes, du 19 novembre 1969⁴⁾;</p> <p>b) des surfaces de compensation écologique au sens de l'ordonnance sur l'orientation de la production végétale et l'exploitation extensive, du 2 décembre 1991⁵⁾;</p> <p>c) des haies, mûriers, forêts, rivières et ruisseaux;</p> <p>d) d'autres biens-fonds au bénéfice d'une convention pour prestation de caractère écologique.</p> <p>²Lorsque la situation l'exige, le département peut octroyer une indemnité supérieure à ces montants.</p> |
| Base de calcul | <p>Art. 7 Le montant de l'indemnité est calculée en fonction de la valeur biologique du bien-fonds, de la perte probable de rendement et du travail supplémentaire réalisé.</p> |
| Contribution unique pour le débroussaillage | <p>Art. 8 Le département peut participer, par une participation unique, à la remise en état de surface anciennement exploitées et laissées à l'abandon et à l'embroussaillage.</p> |
| Délégation | <p>Art. 9 Le département peut charger des institutions ou organisations privées de rassembler les informations nécessaires à l'établissement des conventions ou d'établir des conventions.</p> |
| Financement | <p>Art. 10 Le financement des conventions ainsi que des mesures de contrôles destinées à en assurer l'exécution est assuré par le fonds cantonal pour la promotion de l'environnement naturel.</p> |
| Contrôle | <p>Art. 11 ¹Le département veille à l'exécution et au respect des conventions de protection.</p> <p>²Il peut confier certaines tâches à des institutions ou organisations privées.</p> |
| Dénonciation | <p>Art. 12 ¹Le département peut dénoncer les conventions qu'il a conclues:</p> <p>a) lorsque l'exploitant n'en respecte pas les dispositions;</p> <p>b) lorsque les conditions pour le versement d'une contribution ne sont plus remplies.</p> <p>²Il exige le remboursement des contributions indûment perçues.</p> <p>³Ses décisions sont susceptibles d'un recours au Tribunal administratif.</p> |
| Entrée en vigueur | <p>Art. 13 ¹Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.</p> <p>²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.</p> |

⁴⁾ RSN 461.21

⁵⁾ RS 910.17